

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°291 DU LUNDI 28 AOUT 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

MME DOUSSOU CONDÉ, ANCIENNE MILITANTE DU RPG

« L'arrestation de Kassory et Cie est politique... »

P.3



Édito à vue d'Aigle

Une célébration annoncée sur fond de division

Le 5 septembre prochain, l'AN 2 du CNRD au pouvoir sera célébré sur l'esplanade du palais du peuple. Un concert géant pour la paix et l'unité nationale est prévu ce jour, avec pour têtes d'affiche Takana Zion, Oudy 1er et Fish Killer. Les associations de presse sont mises à contribution pour couvrir largement cet anniversaire qui, il le reconnaît, divise les Guinéens. Dans une déclaration publiée dans la presse, les Forces vives de Guinée projettent ainsi d'organiser le 5 septembre une marche dite pacifique et citoyenne pour protester contre la façon dont la transition est en train d'être conduite par le colonel Mamadi Doumbouya... P.2

CANDIDATURE À LA PROCHAINE PRÉSIDENTIELLE P.2



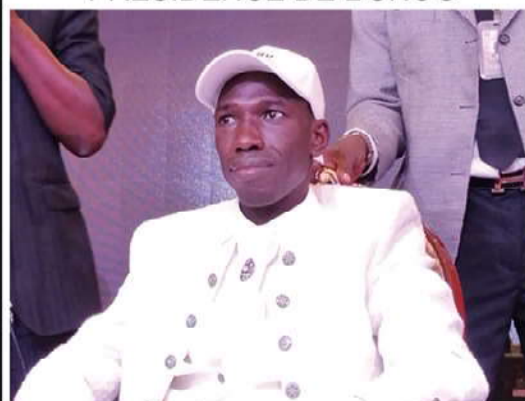
Joachim Baba Millimouno de l'UFDC met en garde le CNRD

ENSEIGNEMENT PRÉ-UNIVERSITAIRE P.3



Suspension des négociations avec les enseignants contractuels

PRÉSIDENTIE DE L'UNOG P.9



Elhadj Tidiane Koïta réélu pour un mandat de 3 ans

SCÈNE MUSICALE GUINÉENNE P.6

L'album "Guinè Katala" de Ténin Diawara attendu en février 2024

MIGRATION

Le cri du cœur des Guinéens bloqués au Niger

P.4

RELIGION

Le pape François dénonce la désinformation, « 1er péché du journalisme »

P.4



Édito à vue d'aigle



Une célébration annoncée sur fond de division

Le 5 septembre prochain, l'AN 2 du CNRD au pouvoir sera célébré sur l'esplanade du palais du peuple. Un concert géant pour la paix et l'unité nationale est prévu ce jour, avec pour têtes d'affiche Takana Zion, Oudy 1^{er} et Fish Killer. Les associations de presse sont mises à contribution pour couvrir largement cet anniversaire qui, il le reconnaît, divise les Guinéens. Dans une déclaration publiée dans la presse, les Forces vives de Guinée projettent ainsi d'organiser le 5 septembre une marche dite pacifique et citoyenne pour protester contre la façon dont la transition est en train d'être conduite par le colonel Mamadi Doumbouya.

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel qui s'est tenue le samedi 26 août, l'ancien ministre du Commerce, Marc Yombouno, membre du bureau national du parti

d'Alpha Condé, a dit ceci : « Le RPG Arc-en-ciel n'est pas intéressé. On ne peut pas fêter le jour où l'on a été victime d'un coup d'État. Il y a des cas de morts et beaucoup d'autres choses. Comment est-ce qu'on peut fêter le jour de son malheur ? Nous n'avons aucun message à passer. Nous allons prier ce jour pour les victimes, pour la santé du professeur Alpha Condé, prier également pour nos détenus politiques dont les dossiers sont déjà vides. Les juges d'instruction ont demandé leur libération mais jusqu'à présent on ne sait plus où est la boussole de la justice. Et donc ce jour sera consacré à la prière, à la réflexion pour nos martyrs »

Même son de cloche à l'AG de l'UFR où Hadja Fatoumata Camara, vice-présidente du parti, n'a pas mis de gant pour dénoncer cette initiative du CNRD et de son gouvernement. « Ils disent qu'il n'y a pas d'argent pour financer les élections, mais ils ont l'argent pour organiser la Mamaya et pour financer les mouvements de soutien. Et, bientôt le 05 septembre, il y a une dizaine d'artistes qui sont financés pour organiser les concerts. Ils ont même fait sortir des pagnes, des T-shirts. Tous ces montants débloqués pouvaient servir à l'organisation des élections. En tout cas, s'ils ont l'intention de les organiser mais, ils ne veulent pas organiser les élections parce qu'ils cachent quelque chose, et cette chose est le glissement de la transition. C'est pourquoi ils veulent nommer les chefs de quartier », a-t-elle indiqué.

Comme on le voit donc, la célébration de l'AN 2 du CNRD est annoncée sur fond de division. Espérons que les uns et les autres feront preuve de sagesse et de responsabilité dans les actes posés pour éviter à notre pays des troubles qui auront pour conséquence le glissement du calendrier électoral.

Kéfina Diakité

CANDIDATURE À LA PROCHAINE PRÉSIDENTIELLE

Joachim Baba Millimouno de l'UFDG met en garde le CNRD

L'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) a tenu son assemblée générale hebdomadaire le samedi 26 août. Une occasion que Joachim Baba Millimouno, le coordinateur de la cellule de communication du parti, a saisie pour envoyer des piques au ministre Ousmane Gaoual Diallo et mettre en garde le colonel Mamadi Doumbouya par rapport à une éventuelle candidature à la présidentielle.



« Ce sont ses maîtres qui lui disent c'est soit tu insultes l'UFDG, tu attaques Cellou ou on t'enlève du gouvernement. On sait ce qui se passe là-bas, Ousmane est en mission, c'est ou il insulte Cellou, il attaque l'UFDG ou bien on le débarque. Il ne faut pas qu'il nous amène à parler de comment le bureau de la cellule de communication a été construit », a déclaré Joachim Baba Millimouno. Et d'ajouter : « Jusque-là, nous avons empêché l'Angola de parler, nous avons empêché le Gabon de parler. Les tablettes destinées à la sécurisation de nos votes à la présidentielle de 2020, nous la débatterons ainsi que le deal de la maison centrale...Je ne le dis pas au nom du parti, mais je prends la responsabilité de dire tout seul que si le CNRD se hasarde à candidater pour la présidentielle, on s'opposera

par nos corps, ils marcheront sur nous mais on s'opposera en bons citoyens ».

Pour beaucoup d'observateurs, l'ancien député uninominal de Gaoual ne cesse de caresser l'espoir de prendre la tête de l'UFDG, le parti dirigé par Mamadou Cellou Dalein Diallo qui, faut-il rappeler, a perdu la présidentielle à trois reprises face au professeur Alpha Condé (2010, 2015, 2020). Cité dans le dossier Air Guinée, l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté a élu domicile à Dakar, pour échapper momentanément, selon ses détracteurs, à la CRIEF.

Mamadou Oury



Mme Doussou Condé, ancienne militante du RPG

«L'arrestation de Kassory et Cie est politique... »

Le mercredi 23 août 2023, l'ex-militante du RPG Arc-en-ciel, Mme Sanoh Doussou Condé, qui vit aux Etats-Unis depuis de longues années, a soutenu que l'arrestation de Kassory et Cie est politique. C'était dans l'émission Mirador de FIM FM.

« C'est vrai qu'il y a eu beaucoup d'actes posés mais on a qu'à se respecter un peu dans ce pays. Il y a eu des bons actes posés mais de la façon dont la transition à l'heure là où je vous parle ça ne va pas. Mais quand on a une administration qui fait ce qu'elle veut, tu as l'impression qu'il n'y a pas de contrôle à partir de là-haut. La transition, par rapport aux 2 ans, beaucoup de travaux ont été faits mais les ressources humaines sont vraiment à méditer, c'est mon opinion, je ne vis pas sur le terrain...J'ai dit à beaucoup de gens qui viennent ici, on se rencontre, je leur dis d'aller demander au président-colonel Mamadi Doumbouya de quoi il a peur ? Qu'est-ce qui se passe ? Ce n'est plus l'homme rigoureux, le grand patriote, il faut reconnaître ça. Il aime la Guinée, c'est mon opinion mais sachant bien moi qui ai combattu le régime qu'il a fait



partir

..Maintenant ma vision des faits est que le Colonel Mamadi Doumbouya est dans un engrenage qu'il ne contrôle pas. De la même façon que M.

Alpha Condé fut embobiné quelque part là-bas, il est à leur dévotion et le reste du peuple se débrouille, c'est ce que je suis en train de remarquer (...) La refondation est en train

d'être bâclée, tout bon Guinéen le sait », a-t-elle martelé, avant de soutenir que l'arrestation de Kassory et Cie serait politique. « Je ne peux pas comprendre que ceux qui sont en détention

pour vol dit-on depuis 2 ans bientôt nous sommes au courant de rien de ce qu'on leur reproche. Mais je sais c'est la Guinée qui nourrit tout le monde, personne n'est riche en Guinée (...). Prenez un peu les photos de nos dirigeants du 5 septembre qui sont nommés là et prenez leurs photos aujourd'hui, ça veut dire que c'est la Guinée qui est bénie, qui entretient ses enfants, qui nettoie, qui fait d'eux des galants, très propres. Ça, on doit le reconnaître, on doit à la Guinée...J'ose dire aujourd'hui que l'arrestation de Kassory et Cie est politique, ce n'est pas un problème d'argent. Sinon, les 518 là font le budget d'un pays, ce qu'ils ont volé à travers leur machin. », a indiqué Mme Sanoh Doussou Condé. Une sortie qui continue de faire réagir dans les états-majors politiques.

Mamadou Saïdou

ENSEIGNEMENT PRÉ-UNIVERSITAIRE

Suspension des négociations avec les enseignants contractuels

L'engagement des enseignants contractuels à la Fonction publique reste d'actualité à quelques semaines de la rentrée scolaire. Les négociations tripartites (Gouvernement, Patronat, Centrales syndicales) engagées dans ce sens ont été suspendues le vendredi 25 août 2023.

Abdoulaye Barry de la FESATEL est le président de la commission des négociations. Il est revenu sur les raisons qui ont amené à la suspension des négociations sur la situation des enseignants contractuels.

« Hier, le gouvernement a fait une proposition d'un concours local, c'est-à-dire l'organiser dans les trente et trois (33) préfectures du pays. Cela a attiré notre attention et le mouvement syndical a accepté cette proposition. Mais nous avons demandé au gouvernement guinéen d'accepter d'organiser ce concours avant l'ouverture prochaine des classes. Aujourd'hui, ce gouvernement est incapable de proposer une

date pour l'organisation dudit concours. Depuis le matin, nous sommes dans cette salle et la partie gouvernementale n'arrive pas à nous proposer une date pour vraiment organiser ce concours local. Alors la séance a été suspendue ce jour et nous devons nous retrouver ici le jeudi prochain, espérant que la partie gouvernementale viendra avec une proposition pour organiser ledit concours avant l'ouverture », a expliqué Abdoulaye Barry de la FESATEL, en même temps président de la commission des négociations.

Pour beaucoup d'observateurs avertis, les autorités de la transition se

doivent de prendre à bras-le-corps la situation des enseignants contractuels. Lors de son assemblée générale hebdomadaire du samedi 26 août 2023, l'UFR, par la voix de du responsable des jeunes, Ousmane Tolo Soumah, a déploré la situation des enseignants contractuels dans notre pays et a lancé un appel aux autorités de la transition. « Les enseignants sont des martyrs. De 08 heures jusqu'à 16 heures, ils sont à l'école. Ils se rendent à la maison à partir de 17 heures. De 18 heures à 21 heures, ils sont en train de préparer des leçons, ils n'ont pas de temps. Il faut avoir pitié de ces gens-là. Les enseignants sont abandonnés à eux-mêmes. Les contractuels prennent un salaire de 1 million. Et, avec ça, tu paies 500 mille francs guinéens pour la location et tu as une famille. Comment tu vas t'en sortir avec tout ça là. En plus, souvent, ils sont dans les



villages reculés. Si les cadres n'arrivent pas à régler la situation des contractuels, ils vont tous rentrer en enfer. Il faut avoir pitié des pauvres. Chaque année, ils parlent de

recensement qui ne finit pas. », a-t-il martelé.

Mamadou Saïdou

SCÈNE MUSICALE
GUINÉENNE

L'album "Guinée Katala" de Ténin Diawara attendu en février 2024

La maison des jeunes de Nongo a servi de cadre le mercredi 23 août 2023 à une conférence de presse animée par Iréné Bangoura, le manager de l'artiste Tenin Diawara, qui a vu sa chanson «Goûter-Rester» interdite sur toute l'étendue du territoire national par l'Office de Protection du Genre, de l'Enfance et des Mœurs (OPROGEM). Il a annoncé pour février 2024 la sortie de l'album "Guinée Katala" de la Reine de Banian.



Parlant de l'interdiction du morceau polémique "Goûter-Rester", Iréné Bangoura a dit ceci : « Il nous a été demandé, à travers l'OPROGEM, de supprimer sa musique sur toutes les plateformes. La question a été posée à l'interne mais il n'y avait pas eu de compréhension au début. Nous sommes revenus vers eux pour demander quelques détails afin de savoir si jamais on supprime sur les différentes plateformes, et que le public réclame cette chanson, est-ce que l'artiste une fois sur scène peut la chanter ? Ils nous ont dit non, que la musique a été interdite sur toute l'étendue du territoire national. En plus, c'est un truc qui s'est déjà passé et on ne revient plus là-dessus. Nous essayons d'avancer

avec d'autres projets. Nul n'est au-dessus de la loi et on ne peut pas combattre l'État»

Il a ensuite annoncé les couleurs du futur album intitulé «Guinée Katala» (femme battante) de la Reine de Banian, dont la sortie est prévue en février 2024.

«Aujourd'hui, il nous revient de travailler sur des futurs projets comme «Guinée Katala», le nouvel album de l'artiste Tenin Diawara, qui sortira en février 2024 en Guinée et en avril en France. Bientôt la sortie du clip «Guinée Katala». Et dans l'album, il y aura beaucoup de collaborations notamment avec Baba Jamal et plein d'autres surprises », a-t-il annoncé.

Mamadou Saïdou

MIGRATION

Le cri du cœur des Guinéens bloqués au Niger

Beaucoup de migrants guinéens sont bloqués actuellement au Niger où ils vivent dans des conditions particulièrement difficiles. Dans une interview accordée à Mediaguinee, Aly Badra Camara, au nom de ses compagnons d'infortune, attire l'attention des autorités guinéenne sur leur cas.

« Vraiment, notre situation est pénible ici et nous vivons ici dans des conditions difficiles et surtout avec la tempête et la pluie et le manque de sécurité. Nous sommes exposés à des agressions. On n'a pas eu l'assistance des autorités guinéennes à date et nous n'avons pas été contactés. Nous sommes au camp de l'OIM, nous sommes plus de 1500 Guinéens. J'ai vu certaines publications et même dans des médias où ils disent que OIM leur a dit que nous sommes au nombre de 1200. Nous dépassons largement ce nombre, nous sommes plus de 1500 Guinéens dans 2 sites de l'OIM sans compter ceux qui sont à la frontière à Assamaka. Donc nous sommes exposés ici à beaucoup de choses, à beaucoup de difficultés et beaucoup ne sont pas aussi intégrés, certainement ils ont pris en compte ceux qui sont intégrés.

Nous demandons aux autorités guinéennes, à monsieur le président de la



transition, à monsieur le Premier Ministre, à monsieur le ministre des Affaires étrangères et aux personnes de bonne volonté de nous aider à ce nous rentrions chez nous en Guinée, parce que vous n'êtes pas sans savoir que nous tremblons de peur, nous dormons dans la peur. Il y a parmi nous beaucoup de personnes qui sont malades et les moyens ne sont pas mis à notre disposition pour que nos

malades soient soignés. Et chaque fois, il y a des morts parmi nous. Il n'y a pas que des Guinéens parmi nous, il y a beaucoup de nationalités. Nous demandons à la CEDEAO d'alléger les sanctions parce que ce n'est pas seulement le Niger qui est condamné mais plutôt les migrants. », a confié Aly Badra Camara, migrant guinéen bloqué au Niger.

Mamadou Oury

RELIGION

Le pape François dénonce la désinformation, « 1er péché du journalisme »

Le pape François a dénoncé samedi la « désinformation » et les fake news, qui en tentant d'orienter l'opinion publique représentent selon lui « le premier péché du journalisme ».

« La désinformation est le premier des péchés, des erreurs -disons-le comme cela -, du journalisme », a-t-il affirmé lors d'une audience au Vatican pour la remise d'un prix journalistique en présence de journalistes italiens.

« La désinformation est l'un des péchés du journalisme, qui sont au nombre de quatre: la

désinformation, quand un journaliste n'informe pas ou informe mal; la calomnie (parfois utilisée); la diffamation, qui est différente de la calomnie mais détruit; et le quatrième est (...) l'amour pour le scandale », a déclaré le pape argentin, cité dans un communiqué du Vatican.

« Par exemple, les manipulations de ceux qui propagent par intérêt des fake news pour orienter l'opinion publique m'inquiètent », a-t-il expliqué, appelant à « un sursaut de responsabilité » dans « la conjoncture dramatique que traverse

l'Europe, avec la poursuite de la guerre en Ukraine ».

« Mon espoir est qu'on donne de la place aux voix de la paix, à ceux qui s'engagent pour mettre fin à ce conflit comme à tant d'autres », a-t-il insisté.

Talentueux communicant, le pape argentin de 86 ans, qui doit se rendre la semaine prochaine en Mongolie, a depuis son élection accordé de nombreuses interviews, se montrant bien plus prolixe et à l'aise dans cet exercice que son prédécesseur Benoît XVI.

AFP

BRICS

L'adversaire qui fait peur à l'ouest

Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ont initialement formé le bloc en 2009 après une série de réunions et d'accords. Le premier sommet du BRIC s'est tenu à Ekaterinbourg, en Russie, le 16 juin de la même année, où les chefs d'État en question ont convenu de renforcer le dialogue et la coopération entre eux.

L'année suivante, à Brasilia, au Brésil, en avril 2010, s'est tenu le deuxième Sommet, où les dirigeants de ces pays ont souligné la nécessité d'un système intergouvernemental mondial multidimensionnel.

Puis, lors de leur troisième réunion à New York en septembre 2010, les BRIC se sont mis d'accord sur l'entrée de l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud a réussi à adhérer après un effort soutenu du fait de sa politique étrangère active, cette coalition d'États la faisant passer de «BRIC» à «BRICS».

Lors du quatrième sommet en mars 2012 à New Delhi, en Inde, une première annonce a été faite de la création d'une nouvelle banque de développement (NDB), qui a été officialisée lors de leur cinquième sommet à Durban, en Afrique du Sud, en 2013, avec l'intention claire de l'indépendance des BRICS par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les États-Unis et l'Union européenne. L'accord pour sa création, après avoir résolu des différends sur des questions d'organisation, a finalement été conclu en 2014, lors de la sixième réunion des BRICS à Fortaleza, au Brésil.

Les pays BRICS représentent 40 % de la population mondiale, soit plus de 3,1 milliards de personnes. Les BRICS font coexister des pays avec différents degrés de développement et différentes stratégies.

Le Brésil est le plus grand pays d'Amérique du Sud, tant en population (environ 213 millions) qu'en superficie, puisqu'il occupe à lui seul 1/3 de l'Amérique du Sud. C'est aussi le quatrième pays le plus riche des Amériques en termes de PIB. Cependant, il ne dispose pas d'infrastructures appropriées (réseau routier et ferroviaire insuffisant, infrastructures portuaires insuffisantes, etc.) et en combinaison avec des



inégalités économiques extrêmes (1 citoyen sur 4 vit dans la pauvreté absolue) ne lui permettent pas d'émerger comme une superpuissance économique. Selon l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial, le Brésil se classait au 108e rang sur 137 économies en 2017 en termes de qualité générale de ses infrastructures. Des scandales de corruption sont également présents dans le pays. Le Brésil traite des questions régionales.

La Russie, qui est le plus grand pays transcontinental d'influence mondiale et une grande économie, possède également le plus grand arsenal nucléaire de la planète et une énorme puissance militaire, qu'elle a utilisée en Syrie et maintenant en Ukraine. La Russie offre le meilleur niveau de vie à ses résidents, par rapport au reste des pays BRICS, avec 3,5 % du PIB consacré à l'éducation et 3,1 % à la santé publique. Le nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté ne représente que 0,2 % de sa population. L'économie russe souffre cependant du problème critique de la corruption - qui existe dans tous les pays à un degré plus ou moins important - ainsi que du manque important d'infrastructures bancaires, en raison de marchés

financiers insuffisamment développés, de la difficulté à obtenir des prêts et d'une possibilité d'investissement.

L'Inde est une puissance mondiale émergente avec une économie en croissance constante. C'est actuellement la cinquième plus grande économie du monde en fonction de son PIB, tandis que son territoire abrite la deuxième plus grande population du monde, après celle de la Chine, atteignant près de 1,4 milliard de personnes. La croissance du PIB du pays a été parmi les plus élevées au monde au cours de la dernière décennie, atteignant une croissance annuelle comprise entre 6 et 7 %. Cependant, l'Inde a l'un des revenus par habitant les plus bas au monde, tout en faisant face à d'énormes problèmes sociaux à cause de la pauvreté. L'Inde a les pourcentages les plus faibles du PIB consacrés à l'éducation et à la santé parmi les BRICS, à 2,7 % et 1,2 % respectivement. L'Inde est à une orientation régionale.

La Chine, qui compte 1,4 milliard d'habitants, se développe rapidement avec une pénétration économique en Asie, en Amérique latine, en Afrique et dans d'autres régions du monde. C'est le géant économique de l'Est avec un taux de croissance annuel

de 6,6%, menaçant ainsi la primauté économique des USA. La Chine est le premier exportateur mondial depuis 2014. Dans le même temps, la Chine, bien qu'elle soit la deuxième plus grande économie du monde, reste un pays à revenu intermédiaire puisque son revenu par habitant n'est encore qu'environ un quart de celui des pays avec revenu élevé et environ 375 millions de Chinois vivent en dessous du seuil de pauvreté de 5,50 dollars par jour. Enfin, la corruption apparaît à des taux particulièrement élevés.

L'Afrique du Sud, de par sa position géographique à la pointe sud du continent, qui lui donne accès à deux océans, est un pays hub. L'Afrique du Sud est le plus grand partenaire commercial de la Chine en Afrique. Dans le même temps, des centaines d'entreprises chinoises, publiques et privées, sont actuellement actives dans le pays. L'économie sud-africaine est la deuxième du continent africain derrière celle du Nigeria. Il possède des richesses naturelles en or, en argent et en charbon, mais aussi l'un des taux d'inégalité les plus élevés au monde. Les 10 % les plus riches de la population possèdent environ 71 % de la richesse nette, tandis que les 60 % les plus pauvres possèdent 7 % de la richesse nette. C'est un pays qui a un poids politique particulier en Afrique en tant que seul État africain membre du groupe du G20, qui a cependant besoin d'un effort de réforme pour poursuivre son développement économique.

Les BRICS sont donc le camp opposé de l'Occident, que cela s'exprime politiquement, par l'alliance États-Unis-pays anglo-saxons-Union européenne, ou militairement, avec l'OTAN, ou économiquement, avec les organisations économiques internationales d'origine américaine, comme le FMI, la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du

commerce. L'orientation stratégique du bloc est une coopération étroite pour contrer efficacement et avec succès l'architecture financière internationale dominée par les États-Unis.

Après quinze ans, au cours desquels beaucoup s'interrogeaient sur la viabilité du dispositif, les équilibres mondiaux existants conduisent à l'élargissement du bloc. De nombreux pays ont exprimé leur désir de devenir membres des BRICS, comme l'Argentine, l'Égypte, le Venezuela, le Mexique, l'Iran, le Vietnam, le Bangladesh et d'autres.

En conclusion, je voudrais souligner que l'agenda des BRICS, qui ont réussi à consolider leur position sur la scène politique et économique mondiale, conduit à la réduction de la domination des États-Unis et du monde occidental en général et à l'établissement d'une nouvelle réalité multipolaire.

Curriculum vitae

Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est romancier, poète et journaliste. Il a étudié l'économie et a terminé des études de troisième cycle en économie du tourisme. Ses articles ont été publiés dans des journaux, des magazines et des sites Web du monde entier. Ses poèmes ont été traduits en anglais, français et espagnol et publiés dans des anthologies poétiques, des magazines littéraires et des chroniques de journaux littéraires. Il a publié huit recueils de poésie et trois romans en Grèce. Ses livres ont été traduits et publiés aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne.

Social media

Facebook: Karderinis Isidoros
Twitter: isidoros karderinis
LinkedIn: ISIDOROS KARDERINIS
Gettr: ISIDOROS KARDERINIS

AG DE L'UFR

Le parti de Sidya Touré contre la célébration annoncée de l'AN 2 du CNRD

A la faveur de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFR qui s'est tenue le samedi 26 août, la vice-présidente du parti, Hadja Fatoumata Camara, s'est ouvertement et clairement prononcée contre la célébration annoncée de l'AN 2 du CNRD au pouvoir.



« Ils disent qu'il n'y a pas d'argent pour financer les élections, mais ils ont l'argent pour organiser la Mamaya et pour financer les mouvements de soutien. Et, bientôt le 05 septembre, il y a une dizaine d'artistes qui sont financés pour organiser les concerts. Ils ont même fait sortir des pagnes, des T-shirts. Tous ces montants débloqués pouvaient servir à l'organisation des élections. En tout cas, s'ils ont l'intention de les organiser mais, ils ne veulent pas organiser les élections parce qu'ils cachent quelque chose, et cette chose est le glissement de la transition. C'est pourquoi ils veulent nommer les chefs de quartier », a dénoncé la vice-présidente de l'UFR.

Le responsable des jeunes de l'UFR, Ousmane Tolo Soumah, a pour sa part plaidé la cause des enseignants contractuels. « Les enseignants sont des martyrs. De 08 heures jusqu'à 16 heures, ils sont à l'école. Ils se rendent à la maison à partir de 17 heures. De 18

heures à 21 heures, ils sont en train de préparer des leçons, ils n'ont pas de temps. Il faut avoir pitié de ces gens-là. Les enseignants sont abandonnés à eux-mêmes. Les contractuels prennent un salaire de 1 million. Et, avec ça, tu paies 500 mille francs guinéens pour la location et tu as une famille. Comment tu vas t'en sortir avec tout ça là. En plus, souvent, ils sont dans les villages reculés. Si les cadres n'arrivent pas à régler la situation des contractuels, ils vont tous rentrer en enfer. Il faut avoir pitié des pauvres. Chaque année, ils parlent de recensement qui ne finit pas. Dans les conditions normales, quand un enseignant meurt, on doit l'arborer du rouge-jaune-vert. Parce que ce sont des martyrs. Mais, ici, c'est pour les ministres qu'on fait ça. Donc, il faut qu'on dénonce cette situation parce que jusqu'à présent, ils n'ont pas pu trouver une solution à leur problème », soutient-il.

Mamadou Saïdou

FRONDE AU PUP

La Direction nationale du parti lance un appel aux militants et sympathisants

Le jeudi 24 août, au sortir d'une réunion, le Parti de l'Unité et du Progrès (PUP) a rendu publique une déclaration dans laquelle il fustige la démarche des "frondeurs" qui ciblent le président Fodé Bangoura et réclament mordicus l'organisation d'un congrès. Nous vous proposons ci-après ladite déclaration lue par le secrétaire général du bureau de la jeunesse de Lansanaya, Mohamed Soumah.

« Camarades responsables du parti de l'Unité et du Progrès PUP

• Camarades militantes, militants et sympathisants du PUP

• Camarades, c'est avec indignation que nous avons suivi certains détracteurs méconnus de nos structures politiques, se permettant de parler au nom des jeunes et des femmes de notre Parti, après lecture, analyse de ces textes et la sortie médiatique de ces détracteurs, la direction nationale du parti a fait la mise au point sur certains de ces articles.

Notre parti, le PUP a traversé des périodes les plus difficiles de son histoire. Ceux-là qui produisent aujourd'hui ces textes de diffamation qui interviennent dans les médias étaient où en ce moment. Il a fallu que certaines filles et fils loyaux se donnent les mains pour relever le défi et faire revenir le PUP sur l'échiquier politique guinéen.

Pour la petite histoire, en 2017 les mêmes détracteurs et leurs commanditaires avalent raconté que le PUP a été vendu au fils du professeur Alpha CONDE A 13.000.000.000 GNF, 10 pickups et 30 motos. Nous sommes que victimes d'une campagne de déstabilisation, diffamation et d'insultes sous toutes les formes. C'est pourquoi la direction nationale du Parti a toujours rappelé aux gens qui ne maîtrisent pas les textes fondamentaux qui régissent le parti de s'informer et de se former.

Le PUP n'est ni communautariste, ni régionaliste ni ethnocentriste, il est tout simplement un Parti national ouvert à tout guinéen qui croit à sa philosophie politique et son programme.

Camarades, le lundi 14 juillet 2023, des personnes malintentionnées et méconnues de nos structures



politiques de la base au sommet en quête du quotidien et se réclamant du PUP, sortent sur les antennes de la télévision privée (ESPACE) pour faire une déclaration au nom des femmes et des jeunes du PUP.

Si l'objectif de ces détracteurs était de prouver leur soutien et leur fidélité à leurs commanditaires, pour nous l'objectif inavoué n'est autre qu'une stratégie de déstabilisation du PUP par des manœuvres mensongères polluant ainsi l'atmosphère au sein des militantes, militants et sympathisants du PUP. Mais qu'ils sachent qu'ils sont démasqués par les vrais militants du Parti.

Camarades, force est de reconnaître que cet acharnement médiatique, cette désinformation systématique a pris l'allure d'une propagande de mauvais goût. Quelle que soit la volonté affichée d'occulter le rôle éminent joué par l'actuelle Direction nationale sur les réalisations et les avancées positives, les actes posés par cette équipe restera toujours.

Nous connaissons leur slogan « si ce n'est moi, personne d'autre ce slogan ne passera pas au PUP. Face à ces grossières tentatives de déstabilisation, le PUP n'a aucun complexe, tant le bilan électoral qu'en construction et en équipements du siège est

encourageant. C'est pourquoi nous invitons les militantes, militantes et sympathisantes du parti, à rester sereins mobilisés dans le respect des statuts du Parti. C'est le lieu de rendre un hommage mérité à la direction nationale, et singulièrement à son président El hadj Fodé BANGOURA qui dans un franc-parler aux militantes, militants et sympathisants demande de resserrer les rangs pour barrer la route aux détracteurs du PUP. Notre cher président nous invite à l'unité et à la concorde au sein de tous les organismes de parti de la base au sommet. Nous devons tous nous mobiliser dans le cadre de cette lutte pour la sauvegarde des acquis démocratiques, de la paix et de l'unité.

Nous militantes, militants et sympathisants du PUP prenons à témoins le ministère de l'Administration de Territoire et de la Décentralisation et l'opinion nationale des propos tenus à l'antenne le lundi 14 août 2023 par un certain Almamy Samory Kaba. »

Vive les militantes, militants et sympathisants du Parti de l'Unité et du Progrès (PUP) », lit-on dans la déclaration du PUP, le parti fondé en 1992 par feu le général-président Lansana Conté.

Mamadou Oury

JUSTICE

Les avocats du colonel Mamadou Alpha Barry font une demande à la Cour suprême

Dans une déclaration rendue publique le mercredi 23 août 2023, les avocats de l'ex porte-parole de la gendarmerie nationale, le colonel Mamadou Alpha Barry, condamné par la cour d'appel à 4 ans d'emprisonnement, demandent l'ouverture immédiate de son procès par devant la cour suprême de Conakry. Reste à savoir maintenant si cette demande sera prise en compte.



« Le 07 juin 2021, le collectif des avocats en charge de la défense du Colonel Barry a introduit un pourvoi en cassation contre l'arrêt N°59 rendu le 02 juin 2021 par la chambre spéciale militaire de

la Cour d'appel de Conakry; cet arrêt a ramené la condamnation du colonel de 5 ans à 4 ans d'emprisonnement. Cependant du 07 juin au 23 Août 2023 voilà 2 ans 3 mois

sans que le pourvoi en cassation régulièrement introduit contre ledit arrêt ne soit examiné par la cour suprême...Le collectif exige l'ouverture immédiate de son procès devant la cour suprême pour qu'il puisse recouvrer sa liberté arbitrairement confisquée », a confié Me Salifou Beavogui, membre du collectif des avocats du colonel Mamadou Alpha Barry qui, faut-il rappeler, est poursuivi pour des faits de « vol aggravé » au préjudice du commerçant Ibrahima Diallo portant sur un montant de 165 millions de francs guinéens. En mars 2020, il avait été condamné par le tribunal militaire à 5 ans d'emprisonnement et au paiement d'une amende de 140 millions de francs guinéens. En appel, au mois d'avril 2021, sa peine a été réduite à 4 ans.

Kéfina Diakité

CNT

Les journées citoyennes et sportives reprennent leurs droits

Le samedi, 26 août 2023, les journées citoyennes et sportives, initiées par le CNT, ont repris leurs droits sur l'esplanade du palais du peuple. Le président du CNT, Dr Dansa Kourouma, en a profité pour lancer un appel aux cadres de l'administration guinéenne afin qu'ils se mettent au sport pour préserver leur santé.

«Cet exercice fait partie de la vie. Un adulte sur trois est frappé par une maladie chronique, telle que le diabète, l'hypertension artérielle (...). Le seul remède à toutes ces maladies, n'est rien d'autre que le sport. J'encourage donc les cadres de l'administration à

remplacer la sédentarité par le sport...La fréquence des crises cardiaques est élevée dans notre pays. Les hommes et les femmes ne sont pas épargnés. Cela s'explique par le fait que le sport est sorti de notre culture, et même l'éducation physique est sabotée dans les écoles. En tant que représentants des conseillers nationaux, les honorables conseillers ont décidé d'inscrire le sport le dernier samedi de chaque mois», a lancé Dr Dansa Kourouma, le président du CNT.

Le secrétaire général adjoint aux affaires religieuses, Elhadj Ousmane Bah était de la

partie. Il a fait savoir que l'islam n'a pas condamné le sport, qu'il l'encourage plutôt. « Vous savez l'esprit sain se trouve toujours dans un corps sain. Et donc, c'est un sentiment et une fierté de prendre part à cet exercice. Ce sont des initiatives à encourager dans le pays, puisque nous savons que le sport nous permet de nous maintenir en santé et nous débarrasser des stress après avoir passé des semaines de travail.», a confié le secrétaire général adjoint aux affaires religieuses.

Kéfina Diakité

CÉLÉBRATION DE L'AN 2 DU CNRD

Ce qu'en pense le RPG Arc-en-ciel

Marc Yombouno, ancien ministre du Commerce et membre du bureau politique national du RPG Arc-en-ciel, a mis à profit l'assemblée générale hebdomadaire du parti qui s'est tenue le samedi 26 août 2023 à son siège national à Gbessia, pour dire ce qu'il pense de la célébration annoncée de l'AN 2 du CNRD au pouvoir.



La célébration annoncée de l'An 2 du CNRD au pouvoir est diversement appréciée par les acteurs politiques du pays. C'est l'esplanade du palais du peuple qui servira de cadre à cette célébration, avec la participation annoncée de plusieurs entités sociopolitiques du pays. Au RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, on dit ne pas être pas intéressé par une célébration synonyme de malheur pour lui et ses militants.

« Le RPG Arc-en-ciel n'est pas intéressé. On ne peut pas fêter le jour où l'on a été victime d'un coup d'État. Il y a des cas de morts et beaucoup d'autres choses. Comment est-ce qu'on peut fêter le jour de son malheur? Nous n'avons aucun message à passer. Nous allons prier ce jour pour les victimes, pour la santé du professeur Alpha Condé, prier également pour nos détenus politiques dont les dossiers

sont déjà vides. Les juges d'instruction ont demandé leur libération mais jusqu'à présent on ne sait plus où est la boussole de la justice. Et donc ce jour sera consacré à la prière, à la réflexion pour nos martyrs», a fait savoir l'ancien ministre du Commerce, Marc Yombouno.

L'on apprend qu'un concert géant est prévu ce jour, avec des têtes d'affiche comme Takana Zion, Oudy 1^{er} ou encore Fish Killer. Un concert qui, il faut le reconnaître, est dénoncé par d'autres leaders d'opinion comme Djani Alfa qui vit à l'étranger depuis un certain temps, comme d'autres membres du FNDC. Dans une déclaration publiée dans la presse, les Forces vives de Guinée ont choisi le même jour pour organiser une marche pacifique et citoyenne pour protester contre la façon dont la transition est conduite par le colonel Mamadi Doumbouya.

Kéfina Diakité

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

POLITIQUE

Samory Kaba porte de graves accusations contre le président du PUP

Le jeudi 24 août, Almamy Samory Kaba, un jeune se réclamant du PUP, a une nouvelle fois demandé l'organisation d'un congrès pour sortir de la crise au sein du parti créé par feu le général-président Lansana Conté. C'était suite à une réunion tenue par les responsables du PUP, dans la zone de Conakry.

Le jeune Almamy Samory Kaba, fils d'une figure historique du parti (feu Mouloukou Souleymane Kaba) a battu en brèche la défense du président du PUP, Elhadj Fodé Bangoura. « Personne n'a parlé de la vente du parti. Il parle aujourd'hui de la vente du parti pour tromper la vigilance des gens. Nous, on a toujours demandé la tenue d'un congrès. Il a fait au moins 8 ans dont 3 ans de bonus. Depuis 2015, il est à la tête du PUP et le parti ne s'est jamais présenté à une élection présidentielle... Il a mis un système au sein du parti qui est en train de gangrener le parti aujourd'hui, un système communautaire. Aujourd'hui toutes les instances du parti sont dirigées par la Basse Côte, lui étant le président du parti il est de la Basse Côte, la présidente des femmes est de la Basse Côte, le

secrétaire général de la jeunesse est de la Basse Côte, la permanence est de la Basse Côte. Donc, nous, nous n'allons pas nous assoir, voir cela et laisser passer... Il faut qu'il accepte coûte que coûte aujourd'hui d'aller au congrès parce que son mandat est terminé et nous nous le reconnaissons plus comme président du PUP. D'ailleurs nous, nous ne reconnaissons plus les responsables du PUP comme étant des responsables. Lui, il dit que nous ne sommes pas du PUP, alors que nous avons l'ADN du parti dans nos veines et lui il est venu pour ses propres intérêts. Nous, nous sommes là depuis 1993 et lui, il est venu tout récemment. Il dit aujourd'hui que nous ne sommes pas des militants parce qu'il y a eu opposition des idées », a réagi Samory Kaba.

Mamadou Oury

DÉCRETS

Le colonel Mamadi Doumbouya nomme les membres du C.A de l'Agence d'Aménagement et de Gestion des Parcs Industriels (AGESPI)

Le jeudi 24 août 2023, dans un décret lu à la télévision nationale, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a nommé les membres du Conseil d'Administration de l'Agence d'Aménagement et de Gestion des Parcs Industriels (AGESPI). Monsieur Yassi Roger Koundouno, secrétaire général du Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables, a été nommé au poste de président dudit CA.

Les autres membres de la structure sont :

- 1- Illiassa Baldé, Conseiller chargé du secteur privé, du commerce, de l'industrie et du contenu local à la Primature.
- 2- Moustapha Fofana en service au ministère de l'Economie et des Finances.
- 3- Fodé Moussa Soumah, directeur national adjoint des domaines et cadastres du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire.
- 5- Djoumé Sangaré, directeur général de l'institut guinéen de normalisation et de la métrologie du ministère du Commerce, de l'Industrie et des PME.
- 6- Mamoudou Mara, directeur général de l'Agence Nationale des Exportations du ministère du Commerce, de l'Industrie et des PME.
- 7- François Faya Bourouno, secrétaire général du ministère de la Culture, de Tourisme et de l'Artisanat
- 8- Moustapha Kobélé



Keita, secrétaire général du ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation

ministère du Commerce, de l'Industrie et des PME

10- Elhadj Alpha Mamadou Cissé, représentant de l'Association des Entreprises Industrielles de Guinée.

Mamadou Oury

CAPA 2021

Le Barreau de Guinée répond à ses détracteurs



À la faveur d'une conférence de presse qu'il a animée le jeudi 24 août 2023, l'Ordre des

avocats de Guinée, a répondu à ses détracteurs, dont un journaliste, qui l'accusent de favoritisme dans l'organisation

du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA). « Nous avons voulu avoir de l'élite au sein du barreau, en organisant un concours qui a été conclu par l'admission de 7 postulants sur 200 et quelques personnes. Comme les avocats l'ont soutenu, parmi ces admis, il n'y aucun appartenant à un des cabinets des avocats constituant le bureau. C'est donc un exemple frappant qui puisse montrer le sérieux qui a caractérisé ledit concours. Il y a des cas comme en 2018, où les intéressés qui ont échoué

pouvaient faire des recours lorsqu'ils savent que leurs droits n'ont pas été respectés. S'ils ne l'ont pas fait, ils ne peuvent que se reprocher eux-mêmes. Ce sont les mêmes principes qui ont continué jusqu'à aujourd'hui. Après ces précédents concours, on a reçu des gens pour nous demander de permettre leur admission, mais cela n'a jamais été fait, parce qu'on ne voudrait pas violer les principes par rapport à l'organisation de ce concours. Lorsque vous échouez, vous attendez un

autre concours pour vous présenter afin de répondre prochainement aux critères », a indiqué Me Adama Skel Fofana, porte-parole et membre du conseil de l'ordre et chargé des relations avec la cour d'appel et les institutions de son ressort. Le Barreau a menacé de porter plainte contre toutes celles et tous ceux qui portent ces graves accusations de favoritisme, d'arnaque contre l'ensemble de ses membres. Affaire à suivre...

Mamadou Saïdou

PRÉSIDENCE DE L'UNOG

Elhadj Tidiane Koïta réélu pour un mandat de 3 ans

Le 20 août dernier, on le sait, Elhadj Tidiane Koïta a été réélu à la tête de l'Union Nationale des Orpailleurs de Guinée (UNOG), pour un second mandat de trois ans. Deux jours après cette réélection, il a été installé dans ses fonctions au cours d'une cérémonie, en présence de nombreux invités de marque. Une occasion qu'il a mise à profit pour prendre des engagements.



« D'abord, je souhaiterais vous faire part de mes émotions. Elles sont grandes et responsables, je suis ému par la qualité de la mobilisation et le caractère démocratique

qui ont caractérisé notre élection du dimanche 20 Août 2023, une date qui restera désormais comme d'autres, dans l'histoire de l'Union Nationale des Orpailleurs de Guinée. Je

n'ai pas été élu par les 454 voix que j'ai obtenues, mais par les 595 voix valablement exprimées sur 598 votants. Je souhaite vous remercier tous et je porterai, soyez-en certains,

tous mes efforts à vous représenter en toute circonstance et en tout lieu. J'ai eu de la joie à prendre les affaires après notre Papa El hadj Bakary SACKO qui a œuvré avec ses forces et convictions en faveur des orpailleurs. Je suis rempli d'humilité face à cette grande responsabilité qui m'incombe désormais. Je vous ai toujours affirmé que le travail, la traçabilité et la transparence seront les spécificités de notre mission. La priorité, c'est d'offrir la visibilité à l'orpillage pour qu'il continue à participer à la chaîne de développement de notre cher pays la Guinée. L'esprit d'équipe sera prévalu comme ce fut le cas pendant tout mon premier mandant. Le

chantier qui nous attend est vaste et nous ne pourrions apporter des solutions que dans l'unité, la solidarité, l'entente, la cohésion et l'amour fraternel. Je profite de cette occasion pour annoncer que Monsieur Mory TRAORE occupera les fonctions de premier Vice-président du Bureau Exécutif National où il travaillera avec le Président et les autres membres de bureau pour exécuter des actions à l'avantage des orpailleurs. Cette décision que nous avons bien voulu prendre, vise à renforcer la cohésion et l'unité dans notre secteur », a indiqué Elhadj Tidiane Koïta, dans son discours de circonstance.

Mamadou Oury

SHOW-BIZ

Ibro Diabaté parle de Takana Zion et de Djanii Alfa

Le reggae-man guinéen Takana Zion et le rappeur guinéen Djanii Alfa se livrent ces derniers temps à des attaques sur les réseaux sociaux. L'artiste chanteur Ibro Diabaté fait partie de ceux qui ont commenté ou réagi à cette actualité dans le monde musical guinéen.

Ibro Diabaté, l'enfant de Diakhanké Kounda, qui s'apprête à célébrer ses 30 ans de carrière musicale, a indiqué qu'il n'est pas facile pour lui de faire une comparaison entre Takana Zion et Djanii Alfa, deux (2) jeunes artistes présentés à juste raison comme des têtes d'affiche de la musique urbaine de Guinée.

« Je ne peux pas les comparer parce qu'ils n'ont pas la même vision. Takana c'est un artiste engagé, dans sa manière il est très bien organisé dans sa musique. Quant à Djanii Alfa, je ne l'ai pas pratiqué.

Je pense qu'il m'a appelé 2 fois mais je ne peux pas les comparer. Je n'ai pas connu Djanii ni ses musiques et on n'a pas collaboré. Et quelqu'un ne peut pas me connaître sans me voir. Tu peux connaître quelqu'un à travers son nom mais pour le connaître véritablement il faut l'approcher », a confié Ibro Diabaté, le père biologique de l'artiste Ibro Gnamet. Et d'apporter les précisions ci-après : « Je connais beaucoup de qualité de Takana, son potentiel musical et son respect vis-à-vis des autres et surtout moi. Il y a un grand respect religieux entre nous parce



que quand quelqu'un te reconnaît ça, c'est un grand respect. Mais quant à Djanii Alfa, je ne peux pas le qualifier, parce que je ne le connais pas profondément, même le genre musical

qu'il pratique... »

A rappeler que le 5 septembre prochain, à l'occasion de la célébration de l'AN 2 du CNRD au pouvoir, Takana Zion, Oudy

1^{er} et Fish Killer sont attendus sur l'esplanade du palais du peuple pour le concert de la paix et de l'unité nationale.

Mamadou Oury

Sommet des Brics: «Il faut regarder l'Inde comme la puissance montante»

A Johannesburg, l'un des enjeux du 15^e sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), c'est la possible expansion du bloc, qui veut étendre son influence dans le monde. Plusieurs pays africains ont déjà candidaté pour rejoindre les Brics, c'est le cas de l'Égypte et de l'Algérie. L'Afrique du Sud est membre depuis 2010. Quels sont les enjeux d'une éventuelle adhésion pour ces pays ? Qu'est-ce que les Brics attendent de ces nouveaux partenariats ? Entretien avec Carlos Lopes, professeur émérite à la Nelson Mandela School of Public Governance, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de 2012 à 2016.

RFI : La question de l'élargissement des Brics est centrale lors de cette réunion de Johannesburg. Pour les pays candidats, y a-t-il des attentes spécifiques vis-à-vis de Pékin en termes de financements ou d'ouverture de marchés ?

Carlos Lopes : Il est clair que pour l'ensemble des Brics, la Chine est le pays le plus important. Mais la Chine est en train de traverser une grande crise du point de vue de son modèle économique qui n'est plus centré sur les exportations mais sur la consommation des ménages. Or, il y a beaucoup de difficultés parce que l'épargne nationale est affectée par la crise démographique, et pendant le Covid, il y a eu une décroissance qui a exposé les faiblesses d'un certain nombre d'acteurs économiques. La Chine n'est plus ce qu'elle était et son désir de pouvoir vraiment occuper l'espace d'un point de vue économique est beaucoup plus précautionneux qu'avant. Les Africains ont détecté ces changements et cela les préoccupe, car les conditions des prêts qu'ils obtenaient auprès de la Chine avec beaucoup de facilité vont changer dans



l'avenir.

Est-ce que les attentes des pays africains candidats au Brics sont différentes vis-à-vis de l'Inde par exemple, ou encore de la Russie ?

La Russie n'a pas vraiment les moyens de sa politique et elle fait beaucoup de déclarations, mais elle, elle est restreinte par des difficultés encore plus considérables que celles de la Chine. En revanche, le pays qui est en ascension du point de vue de son modèle industriel et qui est vraiment très intéressé notamment par l'expansion en Afrique, c'est l'Inde qui représente déjà une partie importante des échanges avec le continent africain. Donc, je pense qu'il faut regarder l'Inde comme la puissance montante. Et le Brésil, bien sûr, sous Lula, va vouloir rattraper un peu son retard, mais son retard est considérable. Pendant presque quinze ans, il n'y a pas eu vraiment d'évolution dans les relations entre le Brésil et l'Afrique. Au contraire même, il y a eu beaucoup de désinvestissements. Et puis, il y a bien sûr le pays hôte : l'Afrique du Sud qui veut servir en quelque sorte d'intermédiaire entre ces quatre géants et l'Afrique.

Il y a un contexte géopolitique qui est très marqué par la polarisation et les pays africains en général veulent se démarquer de ce qui a été, dans le passé, l'expérience d'une guerre froide entre les différentes parties du monde, car ils en

ont beaucoup souffert. Il y a aussi la question des différents agissements des pays influents, y compris dans le Sud, qui sont vraiment de nature à créer des problèmes internes ou régionaux en Afrique. Les pays africains ont donc le désir de montrer une certaine indépendance et c'est ce qui les motive pour faire partie des Brics comme ils font partie d'un certain nombre d'institutions et de configurations internationales qui sont plutôt pro-occidentales. Donc c'est plutôt un désir de démarcation et d'indépendance pour ces pays africains.

Et du côté des Brics ?

Tout le monde se rend compte que dans la transition énergétique en particulier, l'Afrique va jouer un rôle très important, non seulement parce que le continent abrite des minerais stratégiques, mais aussi parce que sa croissance démographique le dote d'une population très jeune. Et nous savons qu'il y a une corrélation directe entre créativité et jeunesse. Ce n'est pas un hasard si, par exemple, le pays qui avait l'un des palmarès les plus importants en termes d'enregistrement de propriété intellectuelle est en train de perdre cette course aux brevets, je parle là du Japon qui a un problème de vieillissement. Donc nous savons que l'âge pénalise énormément la créativité et donc tout le monde se tourne vers l'Afrique pour ces raisons

d'avenir, y compris les Brics. Il y a aussi un grand intérêt pour l'Afrique pour des raisons géopolitiques. Les Brics veulent créer une coopération beaucoup plus intense avec le continent, puisque l'on est dans une ère où tout le monde a besoin d'augmenter sa sphère d'influence et l'Afrique est vue comme un terrain facile d'appropriation, même si cela peut être parfois condamnable.

Les Brics souhaitent-ils toujours devenir un contrepoids face à l'hégémonie de l'Occident ?

Oui, mais je ne pense pas que les pays africains soient intéressés par cela. Ils ne veulent pas se situer dans un alignement avec quiconque, y compris les Brics. Et je pense que cet aspect peut créer des tensions internes au sein des Brics dans les discussions sur l'élargissement. Car les pays originaux des Brics n'ont pas exactement la même politique extérieure, ils ont même parfois des tensions entre eux, comme c'est le cas pour la Chine et de l'Inde.

À lire

On parle aussi beaucoup de la dédollarisation de l'économie, et de l'hégémonie du billet vert qui est remis en cause par les Brics, est-ce envisageable dans le contexte actuel ?

C'est une bonne intention

pour la stabilité de l'économie mondiale. On a vu que les différents programmes de relance faits par des pays qui ont des monnaies fortes et qui ont des niveaux de transactions beaucoup plus importants que la taille de leur économie, leur facilite la vie, mais cela complique celle des autres, parce que l'épargne a tendance vraiment à se réfugier dans des lieux sûrs quand il y a des crises. Donc pour la macro-économie mondiale, ce n'est pas une mauvaise chose de dédollariser au maximum les transactions de toutes sortes. Mais cela dit, les Brics font beaucoup de déclarations dans ce sens, et agissent très peu. Les Africains sont, je pense, plus avancés que les Brics parce que l'Afreximbank a mis en place un système de paiement panafricain qui permet de payer avec des monnaies locales pour augmenter la zone de libre échange africaine et c'est un projet qui est beaucoup plus étoffé, beaucoup plus sophistiqué que celui dont parlent les Brics.

Cette dédollarisation pourrait-elle aussi permettre de s'affranchir de certaines sanctions internationales comme celles imposées à la Russie après l'invasion de l'Ukraine ?

Tout à fait. Il y a cette préoccupation. La régulation internationale est très biaisée et permet à ceux qui possèdent des monnaies fortes ou bien possèdent un certain nombre d'instruments dans la gouvernance économique mondiale d'imposer leurs règles. C'est une espèce de bataille des juridictions, et les pays africains sont vulnérables. Il y a sept pays africains sous sanctions en ce moment, donc cette préoccupation existe et ce qui se passe en Russie sert un peu comme un exemple de ce que peut provoquer le système financier actuel, et c'est l'une des raisons pour laquelle certains pays africains veulent acquérir plus d'indépendance avec les Brics.

RFI

JUSTICE AMÉRICAINE

Trump passe par la case prison avec une photo judiciaire historique

Visage fermé, sourcils froncés, regard défiant: Donald Trump a été soumis jeudi à une prise de photo d'identité judiciaire dans une prison d'Atlanta, une première pour un ancien président dans l'histoire des Etats-Unis.

Il y avait échappé lors de ses trois précédentes inculpations pénales, mais le milliardaire candidat, accusé d'avoir tenté de manipuler les résultats de la présidentielle de 2020, n'a pas coupé à ce cliché à l'effet potentiellement infamant.

Ce « mugshot », réalisé dans les services du shérif de la capitale de l'Etat de Géorgie, s'est instantanément retrouvé en « Une » des médias américains et a fait le tour des réseaux sociaux.

Cette photo a aussi marqué le retour de l'ancien président sur Twitter, devenu X: Donald Trump a publié le cliché solennel, accompagné du message « Ne vous rendez jamais ! », illustration de sa volonté de combattre ce qu'il estime être une « chasse aux sorcières » orchestrée par le président Joe Biden.

Sa dernière publication sur cette plateforme, autrefois son canal de communication favori, remontait à janvier 2021. Il en avait été banni après l'attaque contre le Congrès américain menée par ses partisans, mais cette suspension a depuis été levée.

– Matricule P01135809 –

Donald Trump est désormais « fiché » comme n'importe quel justiciable poursuivi en justice, avec ses caractéristiques physiques ainsi détaillées: 1m90, 98kg, cheveux blonds vénitiens. Et le matricule P01135809.

Libéré grâce au paiement d'une caution de 200.000 dollars, le favori des primaires républicaines pour la présidentielle de 2024 a rapidement quitté la prison d'Atlanta dans un convoi motorisé placé sous haute sécurité.



Juste après avoir dû subir cette procédure légale et avant d'embarquer à nouveau dans son avion privé, il a dénoncé un « simulacre de justice » et une « ingérence électorale » de la part des autorités de l'Etat de Géorgie qui l'ont inculpé.

– « Rien fait de mal » –

« Je n'ai rien fait de mal » en remettant en cause les résultats de la présidentielle de 2020 remportée par Joe Biden, a assuré le tribun républicain.

Plusieurs des 18 co-accusés de l'ancien président étaient déjà passés cette semaine par la prison du comté de Fulton, un établissement surpeuplé et notoirement insalubre.

Tous ont été inculpés le 14 août de tentatives illicites d'obtenir l'inversion du résultat de l'élection de 2020, remportée dans cet Etat clé par l'actuel président démocrate Joe Biden.

La loi sur la délinquance en bande organisée, utilisée par la procureure pour inculper solidairement les 19 accusés, prévoit des peines de cinq à vingt ans de prison.

Les prévenus devraient revenir à Atlanta, cette fois au tribunal, la semaine du

5 septembre, vraisemblablement pour annoncer s'ils plaident coupable ou non.

– Quatre inculpations en six mois –

Les déboires judiciaires s'accroissent pour M. Trump, une ancienne star

de la télé-réalité inculpée au pénal pour la quatrième fois en moins de six mois.

Le septuagénaire est accusé à New York de paiements suspects à une ancienne actrice de films X, et par la justice fédérale de pressions électorales lors de la présidentielle de 2020 ainsi que de gestion négligente de documents confidentiels après son départ de la Maison Blanche.

L'ancien président a plaidé non coupable dans toutes ces affaires.

Mais, de façon très paradoxale, chaque rebondissement lui rapporte aussi des millions de dollars en dons de campagne, versés par des trumpistes convaincus qu'il est victime d'une cabale politique.

Le président américain, candidat à sa réélection, se

garde bien de commenter les ennuis judiciaires de Donald Trump, soucieux de ne pas alimenter ses accusations d'instrumentalisation de la justice.

Le passage de M. Trump par la case prison en Géorgie est intervenue au lendemain du premier grand rendez-vous de la présidentielle de 2024, le débat des primaires républicaines, organisé dans le Wisconsin.

L'ancien magnat de l'immobilier a snobé ce débat, se justifiant par son avance spectaculaire sur ses rivaux dans les sondages, et préférant s'exprimer dans une interview à Tucker Carlson, ancien animateur vedette de la chaîne conservatrice Fox News, diffusée sur X au même moment.

AFP

CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL

Le Gangan FC de Kindia valide son ticket pour la Ligue 1

Le mercredi 23 août, le Gangan FC de Kindia a validé son ticket pour la Ligue 1, après le nul obtenu face à l'Association Sportive des Forces Armées de Guinée (ASFAG), à Conakry.

Il faut rappeler que de 1958 à nos jours, le Gangan FC de Kindia, la capitale des agrumes, fait partie du cercle des clubs phares du championnat guinéen de football. Mais en 2019, il a dû descendre en Ligue 2, à la grosse déception de ses dirigeants et supporters inconditionnels. Le mercredi 23 août, le club fanion de la ville des agrumes a signé son retour en ligue 1 guinéenne après le nul

enregistré face à l'Association Sportive des Forces Armées de Guinée (ASFAG). Un score suffisant pour évoluer la saison prochaine parmi l'élite du football guinéen. Il faut dire que le quintuple champion de Guinée a fait un très bon parcours cette saison grâce à son coach Ibrahima Sory Sampou qui est parvenu à aligner 19 matchs sans défaite. Avec ce nul obtenu à Conakry, l'équipe de Kindia, qui comptabilise désormais 46 points, creuse l'écart avec ses poursuivants, le Loubha FC et ASFAG qui comptabilisent chacun 36 points à trois journées de la fin du championnat de ligue

2.

Après 23 journées, le Gangan Football Club a enregistré 13 victoires, 8 nuls et 2 défaites. La question que beaucoup d'analystes et observateurs sportifs se posent désormais est de savoir si le club historique de Kindia va se maintenir durablement en Ligue 1, à l'image du Horoya AC, du Hafía FC, de l'AS Kaloum, du Club industriel de Kamsar, du Milo FC de Kankan, de la SAG de Siguiri. Sous la première république, Kindia faisait figure de pépinière du football guinéen.

Mamadou Oury

TIERNO MONÉNEMBO

L'Afrique face à la guerre du blé

CHRONIQUE. *L'épée de Damoclès alimentaire est sur la tête des Africains. Ceux-ci ont pourtant des atouts à faire prévaloir, à condition que la volonté politique soit là.*

A lors même que Moscou pointe l'Afrique comme victime collatérale des sanctions occidentales à son encontre, l'UE a versé une aide supplémentaire de quelque 600 millions d'euros aux pays frappés par les pénuries alimentaires. © PIUS UTOMI EKPEI / AFP

Une balle éclate en Ukraine et c'est la famine au Sahel. L'effet « mondialisation » fait penser à « l'effet papillon » cher à Edward Lorenz, l'un des maîtres à penser de la fameuse théorie du chaos. « Le battement d'ailes d'un papillon au Brésil peut-il provoquer une tornade au Texas ? » Pour extraordinaire que cela paraisse, ce scénario catastrophe est plausible sur le plan météorologique aussi bien que sur le plan alimentaire. Une feuille morte tombe en Australie et c'est l'avalanche au Groenland ! Un grain de blé se perd à Kiev, et c'est la pénurie de semoule à Bamako ! Il n'y a pas de petite querelle, disait Hampaté Bâ. Il n'y a pas de petite cause non plus. C'est un simple soupire de bébé qui déclenchera le big-bang final, si ça se trouve. La vie est un tout. C'est pour avoir oublié cela que nous avons bâti ce monde absurde de frontières factices et de



nations belliqueuses. Mais bon, ce n'est pas en 2022 que nous allons corriger les erreurs commises au Néolithique. Le nationalisme est devenu notre dogme et la guerre, notre mode vie. Partout, même sur les atolls du Pacifique, la géopolitique a pris le pas sur la morale et la religion. Rangez votre bible, parlez-moi d'intérêt et de stratégie ! Point de regret ! Si l'habitude est une seconde nature, le regret lui, est une seconde erreur. Faisons comme de Gaulle, prenons le monde « tel qu'il est » et tant pis si plus personne ne peut limiter les dégâts. Et le monde tel qu'il est, c'est d'abord et avant tout la guerre d'Ukraine, ou

plutôt la guerre du blé. La Russie et l'Ukraine exportent à elles seules 30 % du blé mondial. C'est dire que le conflit entre ces deux nations slaves entraînera inévitablement une crise alimentaire de grande importance (l'ONU parle déjà d'un « ouragan de famines »). Et bien que fort éloignée de la zone de turbulence, l'Afrique en sera la première victime.

L'Afrique, potentielle victime collatérale alimentaire

Et pour cause, c'est elle qui dépend le plus des céréalières de Moscou et de Kiev : en moyenne, 40 % de sa consommation, 65 % pour le Sénégal, 68 %

pour la RD du Congo, 75 % pour le Bénin et le Soudan, 85 % pour l'Égypte, 100 % pour la Somalie.

Pourquoi croyez-vous que Macky Sall, président en exercice de l'Union africaine, et Moussa Faki Mahamat, secrétaire exécutif de ladite organisation, ont rencontré Poutine à Sochi le 3 Juin dernier ? Bien sûr, pour prôner la paix et l'amitié entre les peuples comme le veut la liturgie diplomatique, mais aussi et surtout pour exhorter le nouveau tsar de toutes les Russies à débloquent les 20 000 000 de tonnes de céréales que la guerre a bloquées dans les ports de Kharkiv et d'Odessa. ... et pourtant...

Dans l'imagerie universelle, quoi de plus normal que l'Afrique quémande à manger ! Et pourtant, ce continent, à lui seul, pourrait nourrir l'humanité. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les spécialistes de la FAO. L'Afrique disposerait de 50 à 60 % des terres arables disponibles dans

le monde. Là, comme dans les autres secteurs d'activité, ce ne sont pas les moyens qui manquent, c'est la volonté politique, c'est l'imagination au pouvoir.

Nos dirigeants n'ont pas encore compris que la dépendance alimentaire est la pierre angulaire de la dépendance politique. Nous resterons assujettis et sous-développés tant que nous cracherons sur le manioc et l'igname, le niébé et la banane plantain pour nous empiffrer de ce blé qui ne pousse même pas sur nos terres.

Malgré les projets farfelus et les discours grandiloquents, aucun de nos États n'a réussi à briser cette intolérable absurdité née de la domination européenne : l'Afrique est le seul continent qui produit ce qu'il ne consomme pas et qui consomme ce qu'il ne produit pas. Au fond, la colonisation n'est pas dans le canon, elle est dans l'assiette.

* 1986, *Grand Prix littéraire d'Afrique noire ex aequo pour « Les Écailles du ciel »* ; 2008, *Prix Renaudot pour « Le Roi de Kahel »* ; 2012, *Prix Erckmann-Chatrian et Grand Prix du roman métis pour « Le Terroriste noir »* ; 2013, *Grand Prix Palatine et prix Ahmadou-Kourouma pour « Le Terroriste noir »* ; 2017, *Grand Prix de la francophonie pour l'ensemble de son œuvre.* Tierno Monémbo vient de publier « *Saharienne Indigo* » aux éditions du Seuil, 334 pages.

Par Tierno Monémbo

«

Le Diable vous fait craindre l'indigence et vous commande des actions honteuses; tandis qu'Allah vous promet pardon et faveur venant de Lui. [...]

»